

De quoi le coup d'État du 18 août est-il le nom?

L'intervention de l'armée malienne le 18 août dernier a mis fin à une impasse politique qui avait paralysé le Mali depuis plus de deux mois, suite aux appels à la démission du président Ibrahim Boubacar Keita (IBK) formulés par un mouvement contestataire. Si l'élément déclencheur de cette mobilisation a été la contestation des résultats des législatives de mars/avril 2020, elle s'est surtout construite autour de la dénonciation des dysfonctionnements de la gouvernance et de l'échec de l'État malien à endiguer l'insécurité. Ces critiques vont au-delà de la figure de IBK et devraient entraîner une remise en question du système de gouvernance, mais aussi plus de réflexivité chez les acteurs maliens et internationaux. Après des succès initiaux en 2013, la prépondérance de l'orientation sécuritaire des partenariats internationaux du Mali a vite montré ses limites au vu des résultats limités et du fossé grandissant entre les Maliens et leurs gouvernants. L'échec est à plusieurs niveaux et c'est sans doute le moment pour tous les acteurs de procéder à une véritable introspection, et pour les Maliens de faire les assises de la gouvernance.

Le bras de fer engagé par le régime de IBK a été un échec coûteux : à la campagne de désobéissance civile initiée par le M5-RFP à partir du 10 juillet, le pouvoir a répondu par un usage excessif et létal de la force contre les manifestants et les barricadés, causant au moins 14 morts (23 selon le M5-RFP!) et près de 300 blessés. Les rumeurs

Ousmane A. Diallo

Université Wilfrid Laurier,
Canada

sur l'arrestation imminente de l'imam Dicko ont entraîné l'érection de barricades autour de sa maison à Badalabougou, le 11 juillet dernier, et le siège, sans succès, de la mosquée Salam et de sa maison attenante par les forces de sécurité maliennes. À partir de cette date, le pouvoir n'a pu que céder face à l'indignation populaire. Ni les propositions de sortie de crise formulées par la CEDEAO ni la dissolution de la Cour constitutionnelle par IBK et l'invitation faite au M5-RFP, de se joindre à un gouvernement d'union nationale n'auront fait bouger le M5-RFP, malgré ses tiraillements intérieurs.

La formation de ce mouvement s'inscrit dans le sillage de crises multiples qui ont contribué à délégitimer le pouvoir de IBK, réélu pour son second mandat en 2018. Ces crises l'ont opposé aux syndicats de la magistrature et de l'éducation et à plusieurs corps sociaux. L'élection de 2018 a été entachée de bourrages d'urnes dans les aires rurales des régions du nord (Tombouctou, Gao, Kidal) où la présence de l'administration n'a cessé de s'amoinrir depuis le début de la crise en 2012, et où les groupes signataires de l'accord pour la paix et la réconciliation ont été mandatés pour contribuer à la

sécurisation du scrutin. Dans la région de Mopti (centre), qui est devenue depuis quelques années un nouveau foyer de tension, les groupes extrémistes violents comme le Groupe pour le soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) ont attaqué les lieux de vote et les agents électoraux, perturbant le scrutin. Ainsi, le taux de participation a significativement baissé entre les deux tours, passant de 43,06 pour cent à 34,54 pour cent, selon la Mission d'observation électorale de l'UE¹. Malgré ces perturbations, et en dépit de la contestation du scrutin par Soumaila Cissé, les élections ont été certifiées comme libres et transparentes par le Mali et ses partenaires internationaux, dans un schéma politique qui circonscrit la vivacité démocratique à la tenue d'un scrutin à intervalle régulier, dans des circonstances plus ou moins correctes. Le scrutin permettait de valider la légitimité du gouvernement aux yeux de la communauté internationale et de ce fait, les partenariats en cours au Mali, au moment même où le fossé grandissait entre le gouvernement et les forces vives.

Le coup d'État du 18 août met à nu l'échec de toutes ces interventions internationales, et l'impossibilité de déconnecter le politique de toutes ces missions sécuritaires. Il renvoie également aux questions de souveraineté et de choix stratégiques nationaux, dans un pays dont plus de la moitié du territoire échappe au contrôle effectif du gouvernement, et qui, par l'influence de ses partenaires internationaux sur

son territoire, est presque sous tutelle internationale. En matière de construction de l'État, l'accord pour la paix qui devait servir de feuille de route à la transformation du conflit dans le nord n'a jamais suscité un enthousiasme populaire. Ainsi, certaines réformes institutionnelles qui étaient prévues dans le cadre de sa mise en œuvre ont été farouchement combattues en 2017 par l'opposition et la société civile, réunies dans le cadre de la plateforme Anté a Bana («On n'en veut pas, c'est tout» en bamanakan). Le référendum prévu à cet effet a été reporté sine die en juin 2017 par le président IBK, après des semaines de manifestation². Il a fallu un accord politique de gouvernance avec l'opposition en mai 2019 et l'instauration d'un dialogue national inclusif pour instaurer un «consensus mou» sur ces questions.

Dans ce contexte, il est illusoire de circonscrire la restauration de l'autorité étatique à des activités techniques et de développement menées par les acteurs internationaux et dépourvues de toute sensibilité politique. La frustration de la France, principal partenaire militaire du Mali, envers la réponse gouvernementale malienne à l'insécurité était manifeste depuis quelques années. Mais est-il juste d'isoler cette variable comme la seule à la source de cet échec ? Peut-on comprendre Barkhane strictement comme une réponse militaire déconnectée des orientations politiques de Paris et de Bamako ? Pour être plus concret, le coup d'État du 18 août ne constitue pas seulement un désaveu de la gouvernance de IBK, mais aussi de l'intervention internationale au Mali, qui s'illustre en partie par des manifestations anti-françaises ou des critiques contre la MINUSMA³. Cela, en dépit de

la volonté exprimée par le Comité national pour le salut du peuple (CNSP) de respecter l'accord pour la paix de 2015 et les partenariats stratégiques internationaux.

L'échec sécuritaire favorise en outre l'émergence de nouvelles références dans le champ politique. Ainsi, l'envergure de l'ancien président du Haut Conseil islamique du Mali (2008-2018) Mahmoud Dicko, devenu autorité morale du M5-RFP, contraste avec le discrédit de la classe politique. Ce dernier a réussi à faire limoger le Premier ministre Soumeylou Boubeye Maiga en avril 2019, en initiant un mouvement de contestation à la suite de l'exécution de 157 villageois à Ogossagou, le 23 mars 2019. S'il a soutenu IBK en 2013, il est devenu beaucoup plus critique de sa gestion des affaires au cours depuis, dénonçant la corruption et appelant à des discussions avec tous les groupes armés, y inclus les groupes extrémistes violents, à une période où une telle approche constitue une ligne rouge pour la communauté internationale et pour le gouvernement malien. Ces appels avaient été rejetés à l'époque avant que le gouvernement ne change d'avis en février 2020. Son départ du HCIM n'a rien entamé de son envergure politique, ni ses prises de position contre l'éducation sexuelle dans les manuels scolaires. Dicko est populaire, mais suscite la méfiance auprès des partenaires internationaux.

Par ailleurs, le coup d'État reflète également l'intégration des normes démocratiques, malgré l'impasse politique des derniers mois. C'est que les militaires ont voulu y mettre la forme même si le fonds reste incertain. Après son arrestation, le président IBK a, dans une intervention télévisée, annoncé la dissolution

de l'Assemblée nationale, de son gouvernement et sa démission de ses fonctions de président. Si ces mesures sont prévues par la constitution malienne, le vide constitutionnel est flagrant, vu que tous ceux qui devaient combler la vacance du pouvoir (président de l'Assemblée nationale surtout !) ont été remerciés par le président. Le CNSP a pris toutes les dispositions pour que le départ de IBK suive les formalités constitutionnelles, en vidant la république malienne de toutes ses institutions et en appelant leur intervention dans le champ politique le parachèvement d'une lutte populaire, et non un coup d'État. Ces contorsions sémantiques reflètent une internalisation des normes démocratiques au Mali, malgré les critiques à l'égard de la classe politique. Outre que l'Acte fondamental daté du 24 août fait du président du CNSP le chef de l'État et de la transition, et lui donne les pouvoirs exécutifs, il trahit la réalité de ce coup de force et suscite des inquiétudes. En dépit de son accueil populaire, la communauté internationale a massivement condamné le changement de régime et appelé à la «restauration de l'ordre constitutionnel» ; la CEDEAO, impliquée depuis juin dans la médiation des parties maliennes, a imposé des sanctions économiques et commerciales au Mali, moins de 24 heures après le coup⁴. Et si le CNSP a reculé sur de nombreux points, pour notamment mener des concertations avec les forces vives, et partager le pouvoir avec des personnalités civiles, c'est sans doute dû à la fermeté de la CEDEAO et moins aux exigences du M5-RFP dont l'unité se dissout depuis la prise de pouvoir par l'armée.

L'architecture de la transition reste toujours à ébaucher, mais déjà on peut voir l'écartement

progressif du M5-RFP. Le choix du Colonel—Major Bah Ndaw comme Président de la transition, un officier supérieur à la retraite, et de Moctar Ouane, un ancien Ministre des Affaires Étrangères, comme Premier Ministre, ont été faits par le CNSP en dépit des demandes de « partenariat stratégique » du M5-RFP. Avec la nomination du Colonel Assimi Goita comme Vice-Président de la Transition chargé des questions de défense et de sécurité, les formes voulues par la CEDEAO ont été respectées mais les dynamiques de pouvoir au sein de ce triumvirat risquent de distraire des priorités de la transition. Prévue pour 18 mois, elle devrait opérer des réformes de profondeur sur la gouvernance de l'État et établir les bases d'un dépassement du cycle coup d'État – transition – élections – coup d'état, qui a structuré le Mali au cours de la dernière décennie. Le coup d'État résulte d'une crise du modèle de gouvernance malien, et les Maliens

doivent être au centre des débats pour discuter de tout et s'accorder sur un minimum. Une conférence nationale souveraine avait déjà été demandée par des organisations comme la Coordination des organisations patriotiques du Mali (COPAM) en 2012, et c'est peut-être l'occasion d'avoir ses assises, 30 ans après la démocratisation. La durée de la transition dépendra des questions qui seront au cœur de la refondation tant voulue de l'État malien, et parmi celles-ci, on peut considérer les réformes institutionnelles sur la relation entre les périphéries et le centre, la réforme du secteur de sécurité, la lutte contre l'impunité. D'ATT à IBK, ce sont les mêmes problèmes qui ont mené aux intrusions de l'armée dans le politique ; sans des assises nationales, les mêmes effets se reproduiront. Le CNSP avait dit « parachever la révolution » du M5-RFP mais force est de constater, qu'il a volé à l'arrachée les demandes de ce mouvement.

Et si les militaires servent souvent d'arbitre au Mali, l'histoire montre qu'ils ont souvent les mêmes défauts que les politiques.

Notes

1. Mali 2018 : rapport final, Mission d'observation électorale de l'Union européenne au Mali : http://www.eods.eu/library/moe_ue_mali_2018_rapport_final.pdf
2. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20170804-mali-udr-martele-opposition-ante-bana-referendum-constitutionnel>
3. Paul Lorget, « Au Mali, le sentiment antifrçais gagne du terrain » (Le Monde Afrique) : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/01/10/au-mali-le-sentiment-anti-francais-gagne-du-terrain_6025466_3212.html
4. Albert Savana, « Le Mali sous blocus: la CEDEAO exige "le rétablissement immédiat" du président IBK », FinancialAfrik (20 août 2020) : <https://www.financialafrik.com/2020/08/20/le-mali-sous-blocus-la-cedeao-exige-le-retablissement-immediat-du-president-ibk/>